



Conseil de sécurité

Débat ouvert: Women, Peace and Security
Preventing conflict-related sexual violence through demilitarization
and gender-responsive arms control

New York, le 23 avril 2024

Déclaration lue par Pascale Baeriswyl
Représentante permanente de la Suisse

Merci, Monsieur le Président,

Je voudrais vous remercier de l'organisation de ce débat qui demande comment prévenir la violence sexuelle liée aux conflits. C'est en même temps un des crimes les plus fréquents, les plus graves, et qui rencontre – nous venons de l'entendre – presque toujours l'impunité. Nous devons changer ceci. Mes remerciements s'adressent donc également aux trois intervenantes – et je voudrais surtout aussi remercier Madame Ahmadi pour son émouvant témoignage et son courage, ainsi que les femmes soudanaises, et lui dire que nous n'allons pas vous oublier.

L'Agenda femmes, paix et sécurité est avant tout un agenda de paix : vous nous le rappelez en plaçant le désarmement et la démilitarisation au cœur de ce débat. Il a été souligné que la dimension de genre concernant le désarmement et la maîtrise des armements est ancrée dans un cadre normatif solide que la communauté internationale doit cependant enfin mettre en œuvre systématiquement.

Le caractère pionnier de l'Agenda femmes, paix et sécurité réside dans l'union des trois piliers que sont la prévention, la protection et la participation. Ces piliers se renforcent non seulement mutuellement, mais ils peuvent tous être renforcés par le désarmement et la maîtrise des armements.

Permettez-moi donc d'être très concrète. Tout d'abord, la prévention. Afin de prévenir le commerce illégal et l'utilisation abusive, qui alimentent la violence en général et la violence basée sur le genre en particulier, le flux d'armes doit devenir plus responsable et transparent. Pour ce faire, des pistes concrètes existent:

Comme discuté lors d'une réunion Arria organisée par la Suisse le mois dernier, nous devons faire un meilleur usage des recommandations de la CEDEF. Ces recommandations ont historiquement demandé une obligation de rendre des comptes pour les exportations d'armes dans des contextes où la violence fondée sur le genre est répandue.

Nous avons également besoin d'informations fiables afin de renforcer les capacités d'alerte précoce, d'action rapide et de responsabilisation. Les données sur l'utilisation des armes et des munitions, y compris celles détournées, doivent être plus largement collectées. La collecte de données et la capacité de suivi doivent être une priorité des missions de l'ONU, en particulier dans les contextes de transition. Et au niveau national, nous devons intégrer le désarmement et la maîtrise des armements dans les plans d'action 1325 et intégrer une approche basée sur le genre dans nos stratégies de désarmement.

Monsieur le Président,

La prévention de la violence et l'éradication des violences basées sur le genre sont aussi entravées par la persistance de normes sociales discriminatoires, bien souvent liées à des modèles de masculinité néfastes qui lient l'exercice du pouvoir au port d'armes.

Deuxièmement, la participation. Ces normes, juste mentionnées, creusent le fossé de la participation, empêchant ainsi les femmes de pouvoir pleinement contribuer aux décisions concernant la paix et la sécurité ; sans peur d'être prises pour cible ou de voir leur rôle et actions remis en question de manière systémique.

Dans ce sens, la participation des femmes aux processus décisionnels doit être accrue dans les forums traitant du désarmement, du contrôle et du commerce des armes. Cela concerne aussi la gestion des nouvelles armes ainsi que l'utilisation de l'intelligence artificielle dans le secteur de l'armement. La participation des femmes est essentielle pour transformer les dynamiques de pouvoir genrées qui alimentent la violence.

Et enfin, j'aimerais aborder le pilier de la protection en rappelant la nécessité de mieux utiliser les outils définis par le cadre normatif pour protéger la population civile de la violence et des armes.

Un grand nombre d'armes et de munitions sont toujours transférées et détournées vers plusieurs pays mentionnés dans le rapport du Secrétaire général – et ce malgré les taux très élevés des violences sexuelles et basées sur le genre ainsi que leur rôle bien documenté des armes dans ces violences. Les embargos sur les armes ne sont pas suffisamment respectés et mis en œuvre.

Il est urgent que tous les exportateurs d'armes et de munitions mettent en œuvre leur devoir de diligence en y intégrant une perspective de genre comme prévu notamment par le Cadre mondial pour la gestion des munitions classiques au long de leur cycle de vie. Cela doit inclure une évaluation des risques sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement et peut être complété par une collaboration avec les organisations de la société civile.

Monsieur le Président,

Il est de notre devoir de tout faire pour réduire les violences à l'égard des femmes. L'Agenda femmes, paix et sécurité nous donne un cadre clair, fondé sur les trois piliers : la prévention, la participation et la protection. La maîtrise des armements et le désarmement constituent un puissant levier pour renforcer ces piliers, et nous devons l'utiliser, et nous pouvons le faire afin que la violence et l'impunité finissent.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Thank you, Mr. President,

I would like to thank you for organizing this debate on how to prevent conflict-related sexual violence. At the same time, it's one of the most frequent and serious crimes, and one that – as we've just heard – almost always goes unpunished. We must change that. My thanks also go to the three speakers - in particular Ms. Ahmadi for her moving testimony and her courage, as well as the Sudanese women, and tell her that we won't forget you.

The Women, Peace and Security Agenda is first and foremost a peace agenda: you have reminded us of this by placing disarmament and demilitarization at the heart of this debate. It has also been emphasized that the gender dimension of disarmament and arms control is anchored in a solid normative framework, which the international community must however now systematically implement.

The pioneering nature of the Women, Peace and Security Agenda lies in the union of the three pillars comprising prevention, protection and participation. These pillars are not only mutually reinforcing, but they can all be strengthened through disarmament and arms control.

So allow me to be very concrete. First and foremost, prevention. To prevent the illegal trade and misuse that fuel violence in general and gender-based violence in particular, the flow of arms must become more accountable and transparent. To this end, a number of concrete avenues exist:

As discussed at an Arria meeting hosted by Switzerland last month, we need to make better use of the CEDAW recommendations. These recommendations have historically called for accountability of arms exports in contexts where gender-based violence is prevalent.

We also need reliable information to build capacity for early warning, rapid action and accountability. Data on the use of weapons and ammunition, including diverted weapons and ammunition, needs to be

more widely collected. Data collection and monitoring capacity must be a priority for UN missions, particularly in transitional contexts.

At the national level, we must integrate disarmament and arms control into 1325 action plans, and integrate a gender-based approach into our disarmament strategies.

Mr. President,

The prevention of violence and the eradication of gender-based violence are also hampered by the persistence of discriminatory social norms, often associated with harmful models of masculinity that link the exercise of power to the carrying of weapons.

Secondly, participation. These norms, just mentioned, widen the participation gap, preventing women from fully contributing to decisions concerning peace and security, without fear of being targeted or having their role and actions systemically questioned.

In this sense, women's participation in decision-making processes must be increased in forums dealing with disarmament, arms control and the arms trade. This also applies to the management of new weapons and the use of artificial intelligence in the arms industry. Women's participation is essential to transform the gendered power dynamics that fuel violence.

Finally, I'd like to turn to the protection pillar, recalling the need to make better use of the tools defined by the normative framework to protect the civilian population from violence and weapons.

A large number of weapons and munitions are still being transferred and diverted to several of the countries mentioned in the Secretary-General's report - and this despite the very high rates of sexual and gender-based violence and the well-documented role of weapons in such violence. Arms embargoes are insufficiently respected and enforced.

There is an urgent need for all arms and munitions exporters to implement their duty of due diligence by integrating a gender perspective, as stipulated in particular by the Global Framework for Through-life Conventional Ammunition Management. This must include a risk assessment of the entire supply chain, and can be complemented by collaboration with civil society organizations.

Mr. President,

It is our duty to do everything we can to reduce violence against women. The Women, Peace and Security Agenda provides us with a clear framework, based on three pillars: prevention, participation and protection. Arms control and disarmament are a powerful lever for strengthening these pillars, and we must use it, and we can do this to ensure that violence and impunity come to an end.

I thank you.